

Action Française 190 lignes 18 photos

Sources : notamment un article d'Alain Sanders dans Présent du 2 septembre 2006, traditionalisme et révolution de Jean-Pierre Risoan
<http://maurrassianna.free.fr/archives/archives.20060902.sanders.htm>

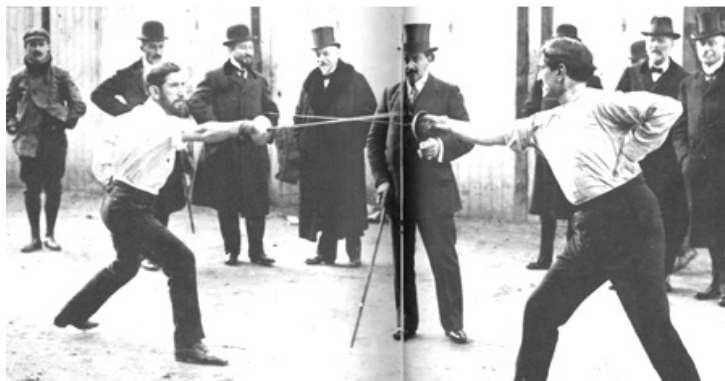
En 1899, Charles Maurras (1868-1952) crée l'Action Française.

En 1908, fondation du quotidien L'Action Française.

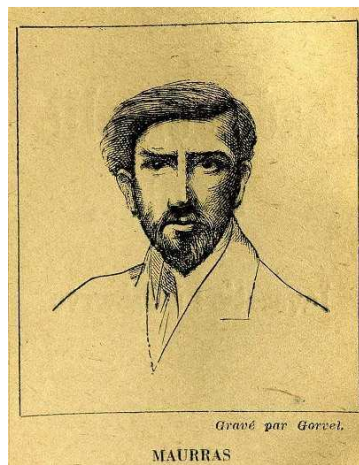


Le 16 novembre 1908, Maurice Pujo de l'Action Française crée la Fédération Nationale des Camelots du Roi ; ils vendent le journal de l'Action Française à la criée.

Le 7 décembre 1909, Maurras est blessé au bras dans un duel contre le journaliste Jacques Landau



En 1910, un militant d'Action française gifle Aristide Briand, président du Conseil des ministres.



portrait de Maurras en 1923

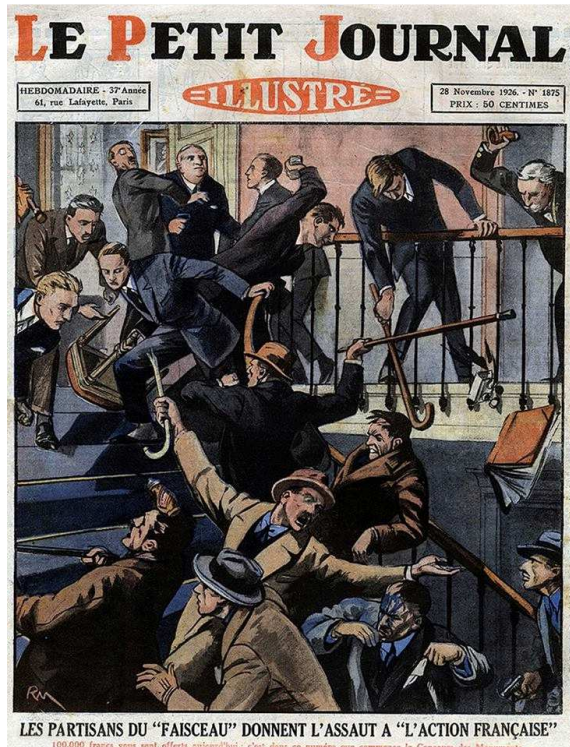
En 1923, les Camelots du Roi n'ont pas hésité à faire ingurgiter au député Marc Sangnier de l'huile de ricin dont ils envoient une "jolie bouteille" à Ferdinand Buisson, pour la plus grande joie de Léon Daudet qui vante "cette médecine romaine qui a si bien réussi au-delà des Alpes".



— Ça doit être un camelot du roi : il vient de m'acheter un litre d'huile de ricin.

Le Faisceau, mouvement fasciste français, est fondé le 11 novembre 1925 par Georges Valois et Jacques Arthuys à la suite d'une scission avec l'Action Française ...

Le 14 novembre 1926 les chemises bleues du Faisceau partent à l'assaut du local de l'Action Française.



En 1927, l'Action française établit ses premiers groupes politiques réunis sous le nom d'Action algérienne. On y trouve des personnalités locales comme Paul Sicard, président de la Chambre d'agriculture, ou Maurice Roure, président de la Légion des combattants de Blida, des Pieds-noirs comme des musulmans francophiles.

Ferhat Abbas, né en 1899, est partisan de l'Action Française : il adhère à L'Action Algérienne, organe se réclamant du nationalisme intégral de Maurras :

« En 1920, les hommes de ma génération avaient vingt ans, personnellement je me mis à penser que l'Algérie ressemblait à la France de l'ancien régime à la veille de 1789. Il n'y a rien dans le Livre saint (Coran) qui puisse empêcher un Algérien musulman d'être nationalement un Français [...] au cœur loyal conscient de sa solidarité nationale. »

En 1928, le Vatican condamne l'Action Française et Charles Maurras lui-même est excommunié.

Fin 1929 début 1930, le docteur Félix Martin quitte l'Action Française ...



L'Action Française se scinde vers 1934.

En janvier 1935, Eugène Deloncle démissionne à son tour de l'Action Française ...



Le 5 février 1935, les Camelots de l'Action algérienne se distinguent par des manifestations musclées dans la capitale ...

En 1935, Maurras se rend en Algérie pour une série de conférences où il fait salle comble à chaque fois à Alger, à Oran, à Constantine, à Philippeville ...

En décembre 1935, 97 membres de la 17^{ème} section des Camelots du Roi de l'Action Française quittent cette formation sous la direction de leur chef Jean Fillol qui va créer le Parti National Révolutionnaire avec Eugène Deloncle (qui a quitté l'Action Française en janvier 1935) ...

La loi du 10 janvier 1936 prévoit la dissolution des groupes de combat et milices privées ...

Par décret du 13 février 1936 sont dissouts : la Ligue d'Action Française, la Fédération nationale des étudiants d'Action française, la Fédération nationale des camelots du roi.

Cette dissolution force les monarchistes à rebaptiser l'Action algérienne en Union Nationale et Sociale d'Algérie (UNSA), laquelle honore Charles Maurras de la présidence d'honneur : un vent d'adhésion souffle sur l'Action française désormais bien implantée en Algérie. On comptera par exemple 800 membres dans la Fédération de Constantine.

François Gabet, maire de Coléa, devient le Président de l'UNSA ...

Le mouvement se dote d'un journal « Le Tricolore » qui tirera entre 2500 et 3000 exemplaires, où l'on retrouve des plumes issus de la majorité musulmane. On y parle fédéralisation des 3 départements français autant que de corporatisme quitte à aller à l'encontre des institutions en place ou de suggérer d'accorder la pleine citoyenneté aux musulmans à condition qu'ils renoncent à leur statut personnel (ici leur religion).

Le 1^{er} novembre 1936, l'Action française fait paraître une liste de soutiens à Charles Maurras parmi lesquels figure le comte Ferdinand de Bertier de Sauvigny, créateur de l'ordre des Chevaliers de la foi, fils de l'intendant du roi dans la généralité d'Île-de-France.

En 1937, Eugène Deloncle, qui a quitté l'Action Française en janvier 1935, est à l'origine du Comité Secret d'Action Révolutionnaire (la Cagoule) ...

Le 6 juin 1937, Charles Maurras, condamné à plusieurs mois de prison ferme pour « incitation au meurtre » (de Léon Blum), sort de prison après 250 jours.



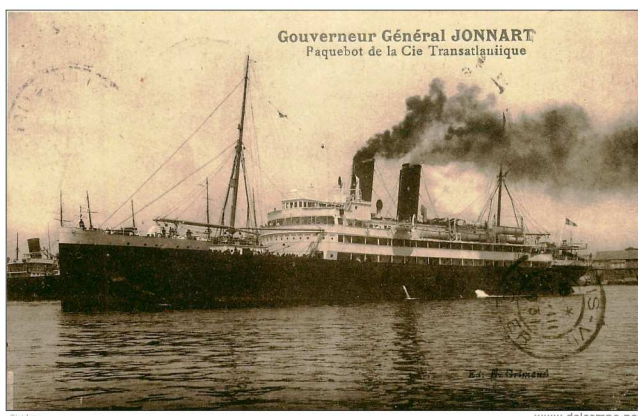
Le 8 juillet 1937, un grand rassemblement au Vélodrome d'Hiver rassemble 30 000 personnes sous la présidence de la veuve du maréchal Joffre.

On retrouve des monarchistes dans tout l'appareil d'état du pays comme le Chef de cabinet du Préfet d'Alger qui va se distinguer en 1938 par un essai intitulé « Vocation monarchique de la France ».

Le 9 juin 1938, Charles Maurras entre à l'Académie française.



Le 24 novembre 1938, Maurras s'embarque sur le Gouverneur-Général Jonnart pour une nouvelle tournée de deux semaines en Algérie.



Le 25 novembre, Le Républicain Sud-Oranais salue l'arrivée annoncée de Maurras.

Le 26 novembre, Maurras est à Oran pour un meeting (6 000 personnes) suivi d'un dîner à la salle « Astoria ».

Le 27 novembre, Maurras se rend à nouveau Sidi-bel-Abbès où il est reçu officiellement au Quartier Viénot. Il y fleurira le Mémorial de bronze, ce globe terrestre symbolique rapatrié, en 1962, à Aubagne ; il visitera la Salle d'honneur et le Musée du Régiment ...



Le 28, il tient deux réunions à Tlemcen, au « Cercle Foch », sous la présidence du bâtonnier Huertas.

Le 29, conférence au Conservatoire d'Oran sur le thème : « Paradoxes de l'Etat français ».

Le 30, à Mostaganem, il prend la parole devant 1 500 personnes.

Le 1^{er} décembre, il est l'invité du « Cercle Jeanne d'Arc » à Blida.

Le 2 décembre, nouvelle réunion à Alger à la Brasserie de l'Etoile, et le lendemain, pour parler d'André Chénier, à l'Hôtel Aletti, toujours à Alger.



Le 4, au même endroit, pour un banquet organisé par l'Union nationale et sociale

Le 5 décembre, Bougie ; le 6, Philippeville ; le 7, Bône ; le 8, Constantine ; le 9, Batna.

Un feuillet de l'Action française mensuelle de janvier 1939 produit le récit détaillé de ce séjour, mais aussi les éditions des 5 et 22 décembre 1938 du bimensuel nationaliste d'Afrique du Nord L'Action Algérienne.

Vers 1939, Pierre Messmer, qui sera ministre des armées de de Gaulle en février 1960, et Alexandre Sanguinetti, sont Camelots du Roi (Cf. 1908)

En 1939, le docteur Félix Martin, qui a quitté l'Action Française début 1930, est le principal agent de renseignements de la Cagoule.

Le 18 décembre 1940, Otto Abetz, ambassadeur à Paris du III^{ème} Reich, télégraphie à Von Ribbentrop, son ministre des Affaires étrangères, après avoir été informé que Maurras avait publiquement qualifié à Lyon et à Saint-Etienne l'Allemagne nazie d' « ennemi numéro un de la France » :

« L'action française fait preuve d'une tendance antisémitique, antimaçonnique, et jusqu'à un certain degré anglophobe. Cependant, sa haine traditionnelle des Allemands est plus forte que tous ces mobiles, et elle ne s'intéresse uniquement qu'à pourvoir tous les postes du gouvernement d'hommes désireux de rendre la France mûre le plus rapidement possible pour une résistance contre l'Allemagne. »

Le 20 décembre 1940, le conseil municipal de Sidi-Bel-Abbès, par un vote qui ne rencontre aucune opposition, rebaptise la rue du « Glacis du Sud » « avenue Charles-Maurras ». (En mai 1944, elle deviendra l'« avenue Bir-Hakeim »)

Dans L'Action Française du 15 janvier 1941, Maurras rédige un article « A la Capitale de la Légion » (Siddi-bel-Abbès)

On trouve des monarchistes à de hautes fonctions comme Paul Sicard nommé membre de la Commission financière pour l'Algérie française (novembre 1941).

Dans L'Action française du 11 mars 1942, Maurras rédige un autre article « A de grands amis d'Algérie »

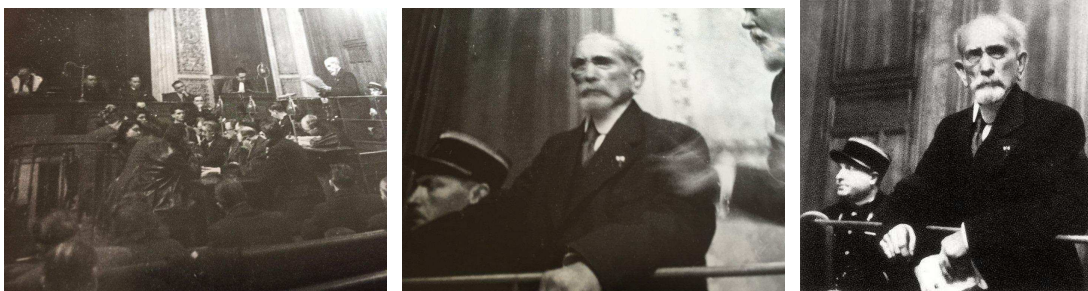
Le 24 janvier 1945, Charles Maurras comparaît devant la cour de justice de Lyon (4 jours d'audience) sous la double accusation de trahison et d'intelligence avec une puissance ennemie, malgré le souhait du Général de Gaulle qui aurait préféré un procès à Paris :

Lyon est le lieu de résidence de Maurras depuis 4 ans, sous la fausse identité de Berre. Il y a été arrêté 6 jours seulement après la libération de la ville, le 3 septembre 1944.

Lyon est aussi le lieu d'impression du journal Action Française par le canal duquel il lui est reproché d'avoir commis les faits pour lesquels il est poursuivi.

Lyon fait aussi et surtout figure, en 1945, de capitale de la Résistance.

Lyon sera, le temps du procès, alors que la libération de la France n'est pas encore acquise, la capitale judiciaire d'une République tout juste renaissante, encore en proie aux exécutions sommaires.



Dès l'ouverture du procès, l'accusé impose à la cour, malgré le refus de son président, la lecture durant près de 6 heures de 130 pages dactylographiées.

Maurras est déclaré coupable des deux chefs d'accusation ... avec circonstances atténuantes ; il est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité et à la dégradation nationale.

L'Action française en Algérie est décapitée à la Libération : on lui reproche autant ici qu'en métropole sa trop proche proximité avec l'occupant allemand. Ainsi Maurice Roure qui animait la légion des Combattants à Blida est arrêté avant d'être finalement acquitté par un tribunal.

L'Action française revient pourtant en force avec les élections de l'Assemblée algérienne de mars-avril 1948. La liste qui se présente est provocante. Les Indépendants d'action algérienne pour la réhabilitation du Maréchal Pétain obtient 2 élus en Oranie (Paul Benquet Crevaux) et à Philippeville. ...

François Gabet redevient maire de Coléa et la ville de Georges-Clémenceau s'octroie un maire royaliste.

En 1951, Maître Alexis Breban, avocat à Oran se présente sous la liste des Indépendants d'action algérienne pour la réhabilitation du Maréchal Pétain avec Roger de Saivre (1908-1964) à Oran. ...

Le 6 novembre 1952, Charles Maurras décède après avoir été emprisonné à Riom et Clairvaux (sous le n°8.321) puis gracié, hospitalisé sous le régime de la résidence surveillée dans une clinique de Touraine.



Vers 1953, l'Action française renaît de ses cendres au sein d'une nouvelle formation politique baptisée Union Royaliste d'Algérie (URA) sous la présidence de Jacques Carpentier ...

La guerre et la perte de l'Indochine (chute de Dien-Bien-Phu le 7 mai 1954) comme la montée du nationalisme algérien occupent la quasi-totalité des colonnes et conférences de l'URA.



Fondée en 1955 par Pierre Juhel et Louis-Olivier de Roux, tous deux anciens Camelots du roi (Cf. 1908), la Restauration nationale se définit quant à elle comme le « Centre de propagande royaliste d'Action française ». Elle prendra position pour l'Algérie française et sera en faveur de l'OAS.

En 1956, le prétendant au trône Henri d'Orléans est partisan du maintien de l'Algérie au sein de la République française : « l'Algérie ... est la clef de voûte de l'Afrique française et la perdre, c'est tout perdre ».

Bien sûr, les prises de positions de l'URA divisent tout comme le putsch du 13 mai 1958 qui mettra fin à la IV^{ème} République.

Très rapidement l'URA collabore avec le Mouvement populaire du 13 mai (MP 13) fondé par le Général Chassin et Robert Martel sans y adhérer complètement afin de garder sa liberté d'expression. ...

L'URA se désolidarise des appels de la Restauration nationale à voter oui au référendum de 1958 qui met en place la V^{ème} République.

Mais en 1959, la Restauration nationale s'éloigne à son tour du Général de Gaulle et se met à le critiquer avec virulence dès qu'il évoque l'idée d'un référendum sur l'autodétermination de l'Algérie française.

En 1959, une crise interne éclate au sein de l'URA : 3 cadres du mouvement dont le Vice-Président Charles Clerget Gurnaud démissionnent et rejoignent l'Union générale des légitimistes.

La crise ne dure qu'un an.

Lors du congrès du 21/22 novembre 1959, placé par la Restauration nationale sous le signe de l'Algérie française, on décide de se battre pour sauvegarder cette partie de la France en Afrique et dont la seule solution finale réside en la restauration d'une monarchie héréditaire.

Au sein de l'URA, on reste favorable à la fédéralisation de l'Algérie française ou du moins à défaut un statut identique comparable à l'Alsace-Lorraine voir celles des colonies outre-mer du Portugal.

Le retrait des officiers militaires du Comité du Salut Public confirme la méfiance des royalistes au Général de Gaulle.

« La Nation française » de Pierre Boutang, scission de la Restauration française, annonce son soutien au Général de Gaulle accentuant la division chez les royalistes d'Algérie.

Après le tragique décès du Prince François d'Orléans le 11 octobre 1960, mort au combat, en Kabylie, Charles Clerget- Gurnaud reviendra à l'URA.

Ce fut d'ailleurs à l'occasion des funérailles du Prince que l'on vit la famille royale des Orléans pour la dernière fois en Algérie y compris le Dauphin (Sous-Lieutenant en Algérie) Henri d'Orléans.

Le putsch d'Alger en avril 1961 reçoit le soutien de l'URA (Paul Sicard sera assigné à résidence pour sa participation à ce putsch).

Pourtant certains officiers militaires qui lisent « La Nation française » refuseront de prêter main forte aux putschistes dont l'échec va radicaliser les partisans de l'Algérie française.

Certains officiers tel le Capitaine Pierre Sergent en juin 1961 sont mis en contact avec la Restauration nationale et l'URA.

La Restauration nationale, si elle interdit (du moins officiellement) à ses membres d'adhérer à l'OAS ne sera pas moins son moteur logistique en France. Les royalistes français apparaissent comme un soutien de premier plan aux partisans de l'Algérie française forçant le Comte de Paris à ne plus autoriser des articles de leur journal, Aspect de France, dans son propre bulletin.

Jacques Carpentier, qui dirige l'URA, n'est pas en reste et exfiltre des militaires vers la métropole clandestinement. Le gouvernement réagit assez vite et fait embastiller dans des camps de l'Ain et du Gard des militants royalistes.

En dépit des condamnations du Comte de Paris (lors des accord d'Evian, le Bulletin du prétendant affiche clairement la volteface du prétendant : « Le Général de Gaulle a raison ! »), des royalistes n'hésiteront pas à rejoindre l'OAS, comme le secrétaire général des étudiants d'Action française, Nicolas Kayanakis (1931- 2008, Pied-noir de Tunisie, commandant dans un régiment de parachutistes, responsable de l'OAS-Métro jeunes, et qui exercera de 1998 à 2001 les fonctions de secrétaire général puis de vice-président de l'Action française).



Nicolas KAYANAKIS

En mars 1962, la Restauration nationale appelle à voter contre les accords d'Evian.

Avec la fin de la présence française en Algérie (à partir de mars 1962), c'est aussi la fin des activités monarchistes dans cette région d'Afrique du Nord.

Le mouvement monarchiste se lancera alors dans une campagne pour la libération de ses militants, emprisonnés pour activités séditionnelles.

Après 1962, les membres de l'URA continuèrent le combat dans les rangs de la Restauration nationale.